

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	14	11

N° de la séance : 11

Objet de la délibération: Direction du
Développement Economique - Ecole «
MINES ParisTech » - Octroi d'une
subvention

☒ Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2016.144

Date de la convocation :
Le 11/07/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **26 JUL. 2016**

de la réception s/Préfecture
en date du **26 JUL. 2016**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 18 juillet 2016

L'an deux mil seize et le 18 juillet à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Jean-Bernard MION, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Joseph VALETTE

Monsieur LEONETTI,

L'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris est un établissement public à caractère administratif sous la tutelle du ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique. Cet établissement est également rattaché à l'Institut Mines-Télécom, institut réunissant la plupart des établissements d'enseignement supérieur du ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique. Cette école a pour vocation de former des ingénieurs de premier plan destinés au secteur industriel et des hauts fonctionnaires de l'État.

MINES ParisTech organise le 22 et 23 septembre 2016 la 3^{ème} édition du séminaire international sur les aérogels avec l'ISASF (International Society for Advancement of Supercritical Fluids).

Ce colloque se tiendra sur 4 demi-journées à MINES ParisTech de Sophia Antipolis et intégrera l'intégralité de la « chaîne de valeurs » de la synthèse à l'application de cette nouvelle classe de matériaux nommée aérogels parmi les matériaux nanostructurés.

- 4 présentations et une session dédiée aux développements industriels les plus aboutis se dérouleront en séance plénière ;
- 60 autres présentations fera l'objet de sessions thématiques parallèles ;
- Les meilleurs manuscrits soumis seront sélectionnés et dans les revues spécialisées en nanomatériaux ;
- Des stands dits de démonstration à vocation industrielle seront déployés pendant le colloque.

C'est dans ce contexte que MINES ParisTech sollicite auprès de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis un soutien financier de 5 000 €.

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 14 avril 2014 donnant délégation au Bureau Communautaire pour prendre toutes décisions, à l'exception des décisions budgétaires, en matière de subventions à recevoir ou à accorder ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- de soutenir MINES ParisTech et de lui octroyer une subvention de 5.000 € ;
- d'approuver les termes de la convention de participation financière passée avec MINES ParisTech, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention ;
- d'imputer la subvention sur le compte 6574 du budget de la Mission Sophia Antipolis ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- de soutenir MINES ParisTech et de lui octroyer une subvention de 5.000 € ;
- d'approuver les termes de la convention de participation financière passée avec MINES ParisTech, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention ;
- d'imputer la subvention sur le compte 6574 du budget de la Mission Sophia Antipolis ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 18 juillet 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ECOLE NATIONALE SUPERIEUR DES MINES DE PARIS

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 18 juillet 2016 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

L'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris est un établissement public (statut d'établissement public à caractère administratif sous tutelle du ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique), ayant le siège social au 60, boulevard Saint-Michel – 75 272 PARIS cedex 06 représentée par Monsieur Roman SOUBEYRAN en sa qualité de Directeur de MINES ParisTech ;

Ci-après désignée **MINES ParisTech**

EXPOSE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

Conformément à ses statuts, MINES ParisTech exerce notamment une mission relative à l'exercice de cette compétence.

En effet, la vocation de l'Ecole est de former des ingénieurs de premier plan destinés au secteur industriel et des hauts fonctionnaires de l'État. L'établissement est rattaché à l'Institut Mines-Télécom, institut réunissant la plupart des établissements d'enseignement supérieur du ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique.

MINES ParisTech organise, le 22 et 23 septembre 2016, la 3^{ème} édition du séminaire international sur les aérogels avec l'ISASF (International Society for Advancement of Supercritical Fluids).

Ce colloque se tiendra sur 4 demi-journées à MINES ParisTech de Sophia Antipolis et intégrera en 2016 la « chaîne de valeurs » de la synthèse à l'application de cette nouvelle classe de matériaux nommée aérogels parmi les matériaux nanostructurés.

- 4 présentations et une session dédiée aux développements industriels les plus aboutis se dérouleront en séance plénière ;
- 60 autres présentations fera l'objet de sessions thématiques parallèles ;
- Les meilleurs manuscrits soumis seront sélectionnés et dans les revues spécialisées en nanomatériaux ;

- Des stands dits de démonstration à vocation industrielle seront déployés pendant le colloque.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, MINES ParisTech s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, l'organisation du colloque sur les aérogels le 22 et 23 septembre 2016 et contribuera ainsi à accroître le rayonnement international de Sophia Antipolis.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement MINES ParisTech pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2016.

En cas de non réalisation dans ce délai, la CASA se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, MINES ParisTech s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 57 000 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 86).

L'Ecole s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

MINES ParisTech reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 5 000 €.

Le montant de la subvention soit 5 000 € sera versée en une fois, à compter de la date d'exécution de la présente convention.

Le montant sera crédité au compte de MINES ParisTech par mandat administratif.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION

➤ L'Ecole s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. le bilan de l'action subventionnée.

6.1 Bilan

MINES ParisTech s'engage à fournir un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de participants payants, enquête de satisfaction
- Couverture Médiatique
- Retours post-événement

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'Ecole à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante :

Le Centre PERSEE de MINES ParisTech aura la charge du suivi.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par MINES ParisTech.

L'évaluation des conditions de réalisation du colloque auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

6.3 Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et MINES ParisTech se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

MINES ParisTech s'engage :

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Directeur ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2017.
- MINES ParisTech devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par MINES ParisTech, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

MINES ParisTech s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La CASA se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant, excepté ce qui concerne le montant de la subvention.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour MINES ParisTech,

Le Directeur,

Roman SOUBEYRAN

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,

Le Président,

Jean LEONETTI

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2016

CHARGES	Montant ¹⁰	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	Plein tarif : 22 000 € Tarif étudiant : 10 000 € TOTAL : 32 000 €
Prestations de services	Restauration : 30 000 €		
Achats matières et fournitures	Supports posters : 10 000 €	74- Subventions d'exploitation¹¹	
Autres fournitures		Etat : précisez le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs		- PRE	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance	3 000 €	-	
Documentation		Département(s) :	10 000 € (demandés)
62 - Autres services extérieurs		-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Intercommunalité(s) : EPCI ¹²	5 000 € (demandés CASA)
Publicité, publication	Proceedings : 2 000 € & Communication / publicité : 1 000 €	-	
Déplacements, missions	Invitations key speakers : 6 000 € Bus : 1 000 €	Commune(s) :	10 000 € (demandés NCA)
Services bancaires, autres		-	
63 - Impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel		Fonds européens	
Rémunération des personnels,		L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Autres privées	
65- Autres charges de gestion courante	2 000 €	75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières		Dont colisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles	Prix jeunes chercheurs : 2 000 €	76 - Produits financiers	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et	

¹⁰ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

¹¹ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

¹² Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

		provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	57 000 €	TOTAL DES PRODUITS	57 000 €
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	

¹³ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 18/07/2016
Numéro : BC.2016.144
Nature : DE - Deliberations
Objet : Ecole " MINES ParisTech " - Octroi d'une subvention
Matière : 8.6 - Emploi-formation professionnelle

Interlocuteur

Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 111821190
Référence envoi : IDF2016-07-26T10-57-17.00
Envoyé le : 26/07/2016
à (TU) : 08h57:39

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 26/07/2016
Identifiant : 006-240600585-20160718-AOI_6335-DE

Acte reçu

Date : 18/07/2016
Numéro interne : AOI_6335
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 6
Objet : Ecole " MINES ParisTech " - Octroi d'une subvention
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20160718-AOI_6335-DE-1-1_1.pdf

Annexes

Nombre : 2
006-240600585-20160718-AOI_6335-DE-1-1_2.pdf
006-240600585-20160718-AOI_6335-DE-1-1_3.pdf